

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

K0145924

77

?

INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA
TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

TRANSLATOR'S CERTIFICATE
CERTIFICAT DE TRADUCTEUR

I, _____, hereby certify that:

Moi, Lydie Rose Marie Mpambara, par la présente certifie que:

1. I am duly qualified and approved by the International Criminal Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Law Committed in the Territory of Rwanda and by the Rwandan citizens in neighboring States between 1st January and 31st December 1994 ("Tribunal") to translate and interpret from the Kinyarwanda and English/French languages into the English/French and Kinyarwanda languages.

Je suis dûment qualifiée et reconnue par le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 ("Tribunal") pour interpréter du kinyarwanda vers le français/anglais et du français/anglais vers le kinyarwanda.

2. The attached document consists of a translation of a [please describe, e.g.: audio cassette, newspaper article, book, etc.] provided to me by the relevant Tribunal Property Officer. The translation is from Kinyarwanda into English. It contains ___ pages.

Le document ci-joint est la traduction d'une cassette audio qui a été mise à ma disposition par le dépositeur autorisé des documents du Tribunal. Cette traduction est du kinyarwanda en français. Elle comporte: **20** pages.

K0145925

3. After the [source document] was provided to me by the relevant Tribunal Property Officer and during the time I translated the [source document], the [source document] remained in my sole possession and custody. At no time during this period was the [source document] in any way altered or modified. When I finished translating the source document, I promptly returned it to the relevant Tribunal Property Officer.

Après avoir reçu la cassette audio du dépositaire autorisé des documents du Tribunal et pendant que j'en assurais la traduction, celui-ci est resté en ma seule possession et sous ma seule responsabilité. A aucun moment pendant cette période, le document original n'a été altéré ou modifié. Aussitôt que j'en ai terminé la traduction, je l'ai remis au dépositaire autorisé des documents du Tribunal.

4. The attached translation was made faithfully, independently, impartially and to the best of my ability. It was made with full respect for the duty of confidentiality.

La présente traduction a été effectuée avec dévouement, indépendance, impartialité, au mieux de mes compétences et dans le plein respect de mon devoir de confidentialité.

I declare that the foregoing is true and correct. Made this ____ day of _____, 1996 at Kigali, Rwanda.

Je déclare que tout ce qui précède correspond à la vérité. Fait ce 28ème jour d' avril 1997 à Kigali, Rwanda.

K0145926

1. No & Date de la cassette: AV/924 du 29/04/94.
2. Identité de l'émission: Emission de Radio Rwanda.
3. Nom de la traductrice: Lydie Mpambara.
4. Date de traduction: 28/04/97.
5. Nom du fichier: hassan2.

FACE A:

0.1 . . . Des personnes qui ont pour mission de troubler la sécurité des citoyens, en leur fournissant des fusils et d'autres armes. Elles fomentent des troubles au sein de la population pour qu'il y ait une guerre civile. Les Inkotanyi seraient tenus pour responsables de cette guerre civile parce que ce sont eux qui ont tout déclenché. Vous vous souvenez que quand les Inkotanyi ont attaqué le 1er octobre 1990, ils sont venus en massacrant la population civile. Durant toutes les années de guerre, la population vivait en bonne entente et se partageait tout. Mais à cause de la reprise des hostilités par les Inkotanyi qui ont violé les accords d' Arusha, lancé des attaques et assassiné le chef de l'Etat, beaucoup de gens ont été tués. En fait, ils leur avaient dit à tort de causer des troubles dans le pays. Ils leur avaient promis à tort qu'ils vivraient dans de meilleures conditions si le Président de la République venait à mourir. Ils n'ont pas pu avoir accès à cette meilleure vie mais plutôt leur souffrance s'est accrue du fait des mauvaises actions perpétrées par les Inkotanyi. Rwandaises, Rwandais, au cours de cette émission, nous avons passé en revue la vie du Président de la République le Général Major Habyalimana Juvénal depuis sa naissance jusqu'à son assassinat commis par les ennemis du pays le 6 avril 1994. Nous devons garder précieusement tout ce qu'il nous a légué de bon afin que ça nous serve à quelque chose. Il a fait preuve de courage, que ce soit au sein de l'armée ou de la population civile rwandaise. Que Dieu l'en récompense. Quand les ennemis du pays ont tué le Président Général Major Habyarimana Juvénal, il était avec d'autres hautes personnalités dont le Président du Burundi Son Excellence Ntaryamira Cyprien, des ministres burundais et le chef de l'Etat-Major rwandais le Général Major Nsabimana Déogratias. Le Général Major Nsabimana Déogratias est une personnalité renommée, surtout du fait de ses actions. L'Armée nationale et même la population savent bien qu'il ne les a jamais laissés tomber quand il était au front. Au moment de son assassinat par ces criminels, il avait toujours tenu bon et refusé que la région du Mutara soit envahie par l'ennemi. Il a été un bon exemple pour les Forces Armées. Que le bon Dieu qui lui seul peut connaître réellement ceux qui se sont dévoués pour les autres récompense toutes ces personnes qui ont oeuvré pour la paix et la sécurité du pays.

Nous vous rappelons qu'après la signature des accords de paix d' Arusha, les Inyenzi Inkotanyi n'ont jamais cessé leurs actes de violence. Vous vous souvenez des gens qui sont morts dans la zone-tampon, tués par les Inyenzi Inkotanyi. Et on disait que cela avait été commis par des criminels et c'était tout . . . Des intellectuels ont été assassinés et les partis politiques se rejetaient mutuellement la responsabilité de ces actes. Alors que c'était les Inyenzi Inkotanyi qui essayaient de les induire en erreur. Le FPR Inkotanyi a créé des mésententes entre les ethnies. Vous vous rappelez toutes les difficultés soulevées par les Inyenzi Inkotanyi pour empêcher la mise en application des accords d' Arusha dont le but était de ramener la paix au Rwanda. Même les représentants des pays étrangers au Rwanda ont remarqué cela. Tous ces actes criminels ont

3.1 démontré que les Inyenzi Inkotanyi n'ont jamais été en faveur d'une solution négociée, mais qu'ils sont plutôt en faveur des combats. Vous vous rappellerez que par les accords d'Arusha, on leur avait tout accordé mais ils ont repris les hostilités malgré tout. Du moment que le FPR a repris les combats et qu'il a fait des combats sa priorité, les résidents du Rwanda devraient eux aussi être fermes et tenir à la souveraineté de la République tel qu'ils se sont engagés à le faire. Lutter pour la souveraineté de la République, c'est être en faveur de la paix, c'est lutter contre les troubles au sein de la population et promouvoir la tolérance. C'est travailler ensemble pour bâtir la nation. C'est faire cesser la souffrance des gens et faire en sorte qu'ils partagent tout en désapprouvant la politique du "chacun pour soi." L'arme qui aidera les Rwandais à vaincre le mal est la collaboration.

Nous concluons ce programme en vous annonçant que l'Uganda qui n'a cessé de soutenir les Inyenzi Inkotanyi continue à envoyer ses militaires pour combattre aux côtés des Inkotanyi, tout en assurant leur ravitaillement sur le champ de bataille. L'implication de l'Uganda dans cette guerre est évidente.

Concernant les combats, les Inkotanyi ont pris pour cible privilégiée les infrastructures qu'ils bombardent pour les détruire. Et là où arrivent les Inkotanyi, ils se mettent à massacrer sauvagement la population civile.

Dans la région de Ruhengeri, les attaques des Inkotanyi sont régulièrement repoussées par les Forces Armées Rwandaises toujours vigilantes. Et dans la région de Kigali ville, les Inyenzi Inkotanyi qui étaient cantonnés dans le bâtiment du CND se sont dispersés. Pour le moment, les Forces Armées, avec l'assistance de la population, sont en train de rechercher ces Inyenzi. Il est demandé à la population de redoubler d'efforts pour aider les Forces Armées à rétablir la paix. Ils doivent éviter de s'entre-tuer et d'alimenter les troubles. Que personne ne fasse injustement du tort à son voisin. Ceux qui le font doivent être désapprouvés par tout le monde.

L'émission que nous vous avons préparée arrive à sa fin, vous étiez en compagnie de Kanimba Félicien. Continuez à tenir bon et à lutter contre l'ennemi qui assaille notre pays.

Le bulletin d'informations en Kinyarwanda:

... en visite en France. Dans une conversation téléphonique avec Monsieur Ukobizaba Martin, le chargé d'affaires de l'ambassade du Rwanda à Paris en France, notre confrère Ephrem Rugiririza va nous parler en détail de cette visite:

Ephrem Rugiririza: Avant de parler de la mission du ministre des affaires étrangères en France, j'aimerais que vous vous présentiez aux auditeurs de Radio Rwanda.

Ukobizaba Martin: Je m'appelle Ukobizaba Martin et je suis le chargé d'affaires de l'ambassade de Paris en France.

E.R: Merci. Où en est la mission du ministre des affaires étrangères Jérôme Bicomumpaka là bas en France?

6.0 U.M: Son Excellence le ministre Jérôme Bicomumpaka a essayé de rencontrer toutes les hautes personnalités de la France. Il a notamment pu rencontrer des personnalités de l' Elysée, c'est à dire de la présidence, du ministère des affaires étrangères et de beaucoup d'autres ministères dont l' énumération ne me paraît pas nécessaire. Il leur a donné un message leur fournissant des éclaircissements sur les problèmes du Rwanda et sur la situation actuelle. Vu les bonnes relations et la coopération que nous entretenons avec la France, il leur demandait également leur aide en vue de rétablir la paix dans le pays en convaincant le FPR Inkotanyi qu' essayer d'acquérir le pouvoir par la force n'est pas la meilleure des choses à faire, que le mieux serait de s'asseoir autour d'une table avec les Rwandais pour des négociations en faveur de la paix, pour que notre pays ne continue pas à souffrir de la guerre. Ensuite, ils devraient faire comprendre aux états étrangers qui apportent leur assistance aux Inkotanyi, poussant ainsi ces derniers à continuer les combats et à ne pas choisir la voie de la paix . . . que ces états devraient aussi cesser de donner une quelconque assistance au FPR. On a surtout parlé de l'Uganda dont il est évident que certains de ses militaires combattent aux côtés du FPR et qui a envoyé un équipement important tel que des avions, des chars de combat, des blindés . . . Alors, il leur a demandé d' user de leur influence pour faire comprendre à ces gens que la voie de la paix est impérative.

E.R: Lui a-t-on fait quelques promesses?

U.M: Ils lui ont dit qu' eux aussi, quand ils entendent ce qui se passe chez nous et étant donné que le Rwanda est un pays avec lequel ils entretiennent de bonnes relations de coopération depuis longtemps, depuis notre accession à l' indépendance en fait . . . Ils ont déclaré qu' ils feront tout leur possible pour convaincre nos adversaires que la voie des combats n'est pas la mieux indiquée pour nous conduire à la démocratie.

E.R: A propos du rôle joué par l'Uganda dans cette guerre, la France aurait-elle pris sur elle de demander à l'Uganda de cesser?

U.M: Oui, la France a pris cette décision mais le ministre Jérôme Bicomumpaka ne s'est pas limité uniquement aux autorités françaises. Hier, il a donné une conférence de presse à laquelle ont assisté des journalistes français, que ce soit ceux de la télévision, de la radio et ceux de la presse écrite. A eux aussi, il a donné le même message en leur demandant de le répandre partout pour que le monde entier sache quelle est la nature exacte de notre problème actuel et qu' il sache que ce nouveau gouvernement qui a été mis en place dans des temps difficiles a décidé de rétablir la paix dans le pays et de relever l' économie nationale. Nous espérons que ces journalistes continueront à transmettre ce message.

E.R: Quelle est l' opinion de la presse française sur les problèmes du Rwanda?

U.M: Leur opinion? Ils voient bien que ce sont des problèmes épineux, qu' il s'agit d' une guerre pénible d' autant plus qu' elle a débuté depuis 1990 et que nous en avons beaucoup souffert depuis ce temps là. Eux aussi souhaitent que la guerre cesse et que nous ne continuions pas à perdre des

9.7 vies humaines dans cette guerre.

E.R: Je me posais cette question parce que certaines des stations de radio françaises que nous parvenons à capter ici au Rwanda nous semblent jouer le jeu des Inkotanyi. Toutes les stations de radio sont-elles comme ça? Et en serait-il aussi de même pour la presse écrite?

U.M: Une guerre se mène de plusieurs façons. Il y a la guerre menée sur le plan militaire mais il y a aussi une guerre médiatique. Il ne s'agit pas de toute la presse mais puisque c'est le FPR qui a déclenché la guerre et qui par conséquent s'y était soigneusement préparé, il avait sûrement rallié à sa cause quelques journalistes et même certaines des personnes qui travaillent là bas au Rwanda. Par exemple, on constate que les gens qui travaillent dans la plupart des ONGs donnent des informations tout à fait erronées. Mais puisqu'ils font ces déclarations à partir de là à Kigali, les gens ont tendance à y croire. Toutefois, cela change petit à petit parce que la plupart des choses qu'ils ont annoncées n'ont pas eu réellement lieu. Par exemple, ils ont une fois déclaré que Kigali avait été pris, disant qu'ils allaient faire passer des images sur les chaînes de télévision . . . Les gens ont attendu pendant des jours, puis des semaines, et maintenant tout un mois s'est écoulé depuis. Ils ont donc constaté qu'il s'agissait de mensonges. Et peu à peu, ils sont en train de comprendre le vrai visage de cette guerre mais il est compréhensible qu'ils ont des gens qu'ils ont rallié à leur cause . . . Mais cela aussi va changer. Et pour qu'il y ait changement, il faut que le Rwanda fasse des déclarations en public. Par exemple cette mission du ministre va permettre aux gens de connaître la vérité.

E.R: Revenons un peu sur cette conférence de presse. Pouvez-vous constater si elle a apporté un certain changement quant au comportement de la presse?

U.M: Oui. Certains organes de presse publient la vérité mais il y en a d'autres fanatiques de la cause Inkotanyi . . . Mais selon moi, les gens ont commencé à comprendre la situation. Et il ne s'agit pas seulement de la presse française, il y avait aussi quelques représentants de la presse belge qui étaient venus, curieux de connaître la vérité sur ces problèmes. Ils ont surtout posé la question des relations avec la Belgique. Nous leur avons dit que même s'il y avait quelques petits problèmes . . . C'est ce que leur a expliqué le ministre, que même s'il y avait de petits problèmes, dans l'éventualité où les autorités belges jugeraient opportun de reprendre de bonnes relations avec le Rwanda, qu'on examinerait ensemble ces problèmes pour les résoudre. Mais qu'il s'agit d'un pays avec lequel nous avons eu de bonnes relations de coopération depuis longtemps, et que donc il n'était pas concevable que ces relations soient interrompues.

E.R: Vous avez dit que le ministre Jérôme Bicomumpaka a demandé aux hautes autorités françaises de faire tout leur possible pour faire comprendre au FPR que seule la voie des négociations pourrait résoudre les problèmes actuels de notre pays. Savez-vous si les dignitaires du FPR ont eu des entrevues avec certaines autorités de la France?

U.M: Ils ne nous ont pas parlé de ça. Et même dans le cas d'une telle rencontre, ils écouteront ce qu'ils ont à dire, prendraient aussi en compte notre message et ce serait à eux-mêmes de juger

12.9 de la vérité. Eux aussi peuvent juger de la vérité. Ils ne peuvent pas accepter tout ce qu'on leur dit sans preuve.

E.R: Après cette mission en France, le ministre rentrera-t-il au Rwanda ou bien continuera-t-il sa tournée vers un autre pays?

U.M: Je pense qu'il ira dans d'autres puissances européennes amies et à elles aussi, il donnera des explications afin qu'elles comprennent la nature réelle de nos problèmes.

E.R: Il y a une question que j'avais oubliée de poser et c'est peut-être par là que j'aurais dû commencer. Comment les Rwandais vivant en France et les Français ont-ils accueilli la tragique nouvelle de l'assassinat du Président Habyarimana?

U.M: Cela a attristé tout le monde. Tous les Rwandais qui se trouvent ici ont été éprouvés par cette nouvelle surtout que nous nous trouvions dans des temps difficiles, sans gouvernement . . . Et cet assassinat de notre Président, du Président du Burundi en même temps que du Chef de l'Etat-Major prouve bien que celui qui a fait ça voulait créer un vide politique . . . C'est à dire qu'il n'y avait aucune autorité en place et alors, ils pouvaient profiter de ce vide pour s'emparer du pays. Alors, les gens ont été très éprouvés par cela d'autant plus que le Président Habyarimana venait d'un sommet dont l'objet était la recherche de la paix.

E.M: Vous êtes sûrement en train de me parler des Rwandais. Comment les Français ont-ils accueilli cette nouvelle?

U.M: Tous ont été attristés par cela parce qu'il n'est pas banal de voir deux présidents tués par des criminels dans de telles conditions. Ce n'est pas banal. Cela a plutôt effrayé le monde entier. Les gens se demandaient: "Si les gens ne peuvent plus résoudre leurs problèmes par des voies pacifiques et qu'ils préfèrent user du terrorisme en assassinant les gens . . . jusqu'où irions-nous si tout le monde utilisait ce moyen?" Tout le monde a désapprouvé cela que ce soit les Rwandais ou les blancs de France et même toute la communauté internationale. Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes en passant par la voie pacifique, si certains préfèrent user du terrorisme.

E.R: Avant-hier, j'ai eu une conversation téléphonique avec un autre Rwandais vivant en Allemagne et il m'a dit qu'il y a des Rwandais vivant en Allemagne, partisans des Inkotanyi qui sont descendus dans les rues manifester leur joie immédiatement après la mort du Président Habyarimana. Cela s'est-il passé là bas aussi?

U.M: Oui, cela a eu effectivement lieu. Et même d'après les renseignements en ma possession, cela n'a pas eu uniquement lieu en France. En Italie aussi, en Belgique, ils se sont réjouis disant qu'ils avaient accompli quelque chose d'extraordinaire. Mais je ne sais pas s'ils sont toujours en train de danser à l'heure actuelle vu que la guerre a éclaté tout de suite après, et qu'ils ont constaté que le fait qu'ils l'ont assassiné a plongé notre pays dans une guerre atroce.

16.0 E.R: Mais quel genre de rapports entretenez-vous donc avec ce genre de personnes, là bas à l' étranger?

U.M: On ne peut entretenir des rapports avec quelqu'un que dans le cas où c'est faisable. Comment pouvez-vous entretenir des rapports avec quelqu'un dont les opinions divergent des vôtres? Surtout quelqu'un qui se réjouit d'une mort tragique telle que celle du Président Habyarimana?

E.R: Mais selon votre opinion personnelle, pas en tant que chargé d'affaires, quelle serait la solution aux problèmes que connaît actuellement notre pays?

U.M: Puisqu'il s'agit d'une guerre, la solution se trouve dans la recherche de la paix. Toutefois, si nos adversaires refusaient cela, nous ne déposerions pas les armes pour nous tenir tranquilles. Je trouve que chacun devrait user de toutes ses forces et se battre pour son pays natal jusqu'à la défaite de l'ennemi.

E.R: Il y a beaucoup des gens qui à l'heure actuelle pensent que les Inkotanyi peuvent s'emparer du pays. Il s'agit bien sûr de leurs partisans. Personnellement, pensez-vous que cela soit possible?

U.M: Cela n'est pas possible parce que pour que des combattants de ce type puissent s'emparer d'un pays, il leur faut le soutien de la population. Mais si la population ne veut pas . . . La population rwandaise a rejeté la dictature depuis longtemps, elle a exprimé cela depuis 59 au moment de la Révolution . . . Je ne vois pas comment maintenant après 30 ans d'éveil, ils accepteraient d'être soumis par les armes. Je pense qu'ils ne pourront jamais vaincre tant qu'il y aura un rwandais pour rejeter ce régime répressif.

E.R: Pour clore cet entretien, j'aimerais que vous nous disiez quel est le message que vous pouvez transmettre aux Rwandais qui sont ici au Rwanda faisant face aux Inkotanyi, et même à ces Inkotanyi qui ne veulent pas arrêter les combats?

U.M: Aux Rwandais, je dirais de tenir bon. Ils ne sont pas seuls, beaucoup de gens pensent à eux. Ils ne devraient pas perdre espoir, qu'ils utilisent toute leur force. Cette guerre, nous la gagnerons. Aux Inkotanyi, je dirais que la voie pacifique, la voie des négociations est préférable, que la voie des combats ne peut mener les Rwandais nulle part.

E.R: Je vous remercie.

. . . du commandement militaire, nous annonce que l'Uganda continue de porter son assistance au FPR Inkotanyi au vu et au su de tout le monde. On a pu observer beaucoup de militaires ugandais sur le front, combattant aux côtés du FPR Inkotanyi et prenant pour cible des civils innocents en collaboration avec ces mêmes Inkotanyi. Sur le front, tel que nous vous l'avons souvent annoncé, on a pu observer à plusieurs reprises un avion appartenant à l'état ugandais qui approvisionnait les Inkotanyi en cartouches, en fusils et qui évacuait les blessés faits parmi les rangs des Inkotanyi.

18.9 Dans la région de Kigali, le calme revient peu à peu étant donné que quelques activités ont repris, notamment les pharmacies. Dans quelques centres de négoce, on a aussi réouvert pour permettre aux gens d'acheter des médicaments.

Dans le secteur des opérations militaires de Ruhengeri, nos forces armées tiennent bon. L'ennemi essaie de s'infiltrer mais sans succès. Il est demandé à la population de redoubler d'efforts et s'associer avec les forces armées en vue du maintien de la sécurité tel qu'ils l'ont déjà prouvé.

Le Premier Ministre Jean Kambanda continue d'apporter à la population des éclaircissements sur la guerre actuelle déclenchée par le FPR Inkotanyi et de promouvoir tout ce qui serait faisable pour un éventuel cessez-le-feu. Le Premier Ministre déclare que le gouvernement rwandais soutient l'instauration d'un cessez-le-feu mais que pour cela, certaines conditions doivent être respectées. Le cessez-le-feu doit être décidé par les représentants du gouvernement rwandais et du FPR Inkotanyi. Le gouvernement ne partage pas le point de vue de la MINUAR en ce qui concerne la mort du Président de la République Son Excellence le Général Major Habyarimana Juvénal et son homologue burundais Ntaryamira Cyprien. Selon la MINUAR, ils seraient morts dans un accident d'avion dont les circonstances ne sont pas encore éclaircies alors que pour le gouvernement rwandais, l'avion présidentiel a été descendu par des criminels. Le gouvernement exige les conditions suivantes pour l'instauration d'un cessez-le-feu:

1. Retour des deux belligérants dans leurs positions respectives antérieures à la reprise des hostilités par le FPR le 7 avril 1994.
2. Arrêt des massacres de la population civile dans la zone contrôlée par les forces du FPR.
3. Retour des déplacés dans leurs biens.
4. Retour à Mulindi du bataillon du FPR cantonné au CND dès lors que les autorités qu'ils étaient censés garder ne sont plus à Kigali.
5. Le gouvernement rwandais estime que la MINUAR n'est plus en mesure de remplir la mission lui assignée et demande que dans le protocole d'accord sur le cessez-le feu, il soit prévu le renforcement de la MINUAR dans un délai assez bref.

Dans le but de secourir les personnes réfugiées dans les pays limitrophes depuis la reprise des hostilités par le FPR Inkotanyi, une organisation humanitaire européenne a alloué aux Rwandais se trouvant en Tanzanie une aide s'élevant à 1,500,000 US \$. Cet argent servira à fournir à ces réfugiés des médicaments et d'autres denrées de première nécessité. La première tranche de cette aide, s'élevant à 680,000 US \$ est un don de l'organisation humanitaire des médecins d'Europe et elle sera utilisée pour procurer des médicaments à ces réfugiés. La deuxième tranche s'élevant à 450,000 est un don de l'organisation humanitaire OXFAM United Kingdom et sera utilisée pour le ravitaillement des réfugiés en eau potable.

Journal en langue française:

... doivent être remplies par les deux parties en conflit, c'est ce qui ressort d'un message à la nation du Premier Ministre Jean Kambanda.

22.5 Ce n'est plus ni moins une invasion que l'Uganda a entrepris contre le Rwanda selon le porte-parole de l'Etat-Major des Forces Armées Rwandaises.

Entretemps, le président tanzanien se dit prêt à organiser de nouveaux pourparlers de paix entre le gouvernement rwandais et le Front Patriotique Rwandais.

Les premières élections multiraciales . . .

Le gouvernement rwandais soutient fermement l'instauration d'un cessez-le-feu mais exige certaines conditions. Dans un message à la nation du Premier Ministre Jean Kambanda que nous allons vous faire écouter, il est question pour les deux belligérants de retourner chacun dans ses positions d'avant la reprise des hostilités le 7 avril dernier, de permettre aux récents déplacés de guerre de retourner dans leurs biens, le bataillon du FPR qui avait été envoyé à Kigali pour la protection de ses dignitaires devant de son côté regagner Mulindi puisque ces dignitaires du FPR ne se trouvent plus à Kigali.

Le message complet du Premier Ministre rwandais Jean Kambanda:

Observations du gouvernement rwandais sur le projet d'accord de cessez-le-feu entre les représentants des Forces Armées Rwandaises et ceux du Front Patriotique Rwandais:

Premièrement, le gouvernement rwandais n'a aucune objection à ce que l'accord de cessez-le-feu puisse intervenir entre les deux belligérants. Cependant, comme le protocole d'accord sur le cessez-le-feu doit être signé par les représentants attitrés du gouvernement rwandais et du Front Patriotique Rwandais, le titre dudit accord doit être amendé pour ne parler que du gouvernement rwandais d'une part et du Front Patriotique Rwandais d'autre part.

Deuxièmement: le gouvernement Rwandais ne partage pas l'appréciation faite par la MINUAR au sujet des événements survenus dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, appréciation selon laquelle c'est dans un accident survenu dans des des circonstances douteuses que le chef de l'Etat aurait trouvé la mort. Au contraire, le gouvernement rwandais reste convaincu que l'avion présidentiel a été l'objet d'un attentat perpétré par des criminels.

Troisièmement: le projet se contente de recommander un cessez-le-feu immédiat précédé d'une trêve sans rien dire des conditions dudit cessez-le-feu. Le gouvernement rwandais considère qu'un certain nombre de conditions doivent être arrêtées de commun accord par les deux parties et consignées dans le protocole d'accord à signer. A ce titre, le gouvernement rwandais préconise les conditions suivantes:

1. Retour des deux belligérants dans leurs positions respectives antérieures à la reprise des hostilités par le FPR le 7 avril 1994.
2. Arrêt des massacres de la population civile dans la zone contrôlée par les forces du FPR.
3. Retour des déplacés dans leurs biens.
4. Retour à Mulindi du bataillon du FPR cantonné au CND dès lors que les autorités qu'ils étaient censés garder ne sont plus à Kigali.

25.2 Quatrièmement: le gouvernement rwandais estime que dans sa dimension actuelle la MINUAR ne pourrait pas contrôler et vérifier efficacement le respect du cessez-le-feu par les deux belligérants. Il recommande que l'accord de cessez-le-feu soit explicité quant au renforcement de la MINUAR dans un délai assez bref. S'agissant de la commission internationale d'enquête sur les tueries et les massacres survenus avant et après l'assassinat du Président de la République ainsi que sur les circonstances de cet assassinat dont il est question au point 7, le gouvernement rwandais n'y voit aucun inconvénient. Toutefois, il insiste sur la composition de cette commission pour que les organismes qui ont déjà pris position sur les événements malheureux survenus au Rwanda s'abstiennent d'en faire partie.

La guerre déclenchée par le Front Patriotique Rwandais prend toute l'allure d'un conflit inter-états. De source militaire à Kigali, nous apprenons que Kampala n'est pas seulement impliqué dans le conflit. L'Uganda a bel et bien lancé une attaque contre le Rwanda, précisent les mêmes sources. Le gouvernement de Kampala a mobilisé d'importants moyens humains, matériels et logistiques, les éléments du FPR ne servant que de troupes d'avant-garde. Mais le peuple rwandais et ses forces armées n'accepteront jamais de courber l'échine sous la botte de l'envahisseur ougandais. Ainsi, c'est en vain que la batterie ennemie a pilonné hier le camp de Kimihurura à Kigali. Le même ennemi continue de pilonner de très loin la commune Nkumba dans le secteur des opérations militaires de Ruhengeri. Fidèle à ses sinistres habitudes, l'ennemi continue par ailleurs de massacrer des civils sans défense.

Entre-temps, le président tanzanien Ali Hassan Mwinyi va ainsi tenter d'organiser de nouveaux pourparlers de paix entre le Front Patriotique Rwandais et le gouvernement rwandais. Un porte-parole de la présidence de la République tanzanienne a affirmé ce vendredi à l'agence de presse que le Ministre rwandais des transports et communications André Ntagerura en visite en Tanzanie avait demandé au Président Mwinyi d'organiser une nouvelle session de négociations avec le Front Patriotique Rwandais. Le porte-parole de la présidence tanzanienne a cependant indiqué qu'aucune date n'a encore été fixée pour les pourparlers. Les discussions devaient commencer samedi dernier à Arusha mais le délégué du FPR, le seul et unique Rudasingwa avait préféré rentrer chez lui, arguant qu'il ne pouvait pas négocier avec le gouvernement rwandais.

Interview de Hassan Ngeze par Etienne Karekezi:

E.K: Monsieur Ngeze Hassan, Rédacteur en chef du journal Kangura, bienvenue ici à Radio Rwanda. Depuis le début de la guerre, beaucoup de personnes ont souvent dit que tu as écrit des choses . . . les choses telles que tu les écrivais . . . Certaines d'entre elles, nous les avons attendues et elles se sont produites. Je dirais qu'elles ont même été nombreuses. Alors premièrement, je voudrais que tu nous dises quelle est ton opinion sur cette guerre depuis son début jusqu'à l'heure qu'il est.

N.H: Monsieur Etienne, merci de me donner la parole. En fait, comme tu me le demandes, nous avons souvent parlé à propos de cette guerre. Comme beaucoup de Rwandais qui ont suivi les

28.5 articles de Kangura . . . Dans notre journal, depuis son existence, je pense qu'il y a maintenant 4 ans. . . Nous avons surtout parlé de ce qui concerne cette guerre nous imposée par les Inyenzi Inkotanyi. Nous pouvons dire que parmi les journaux écrits ici au Rwanda, c'est nous qui disposons de plus de données militaires que les autres. Vous savez qu'il y a des journaux qui parlaient surtout des choses des Inkotanyi, qui donc écrivaient des choses qui sont en faveur des Inkotanyi. Nous sommes les seuls qui pourraient dire que nous parlions surtout des choses réelles, des choses parlant de ceux qui sont pour la souveraineté de la République, des Rwandais qui n'acceptaient pas que l'ennemi puisse s'emparer de leur pays. Cela ne veut pas dire que ceux là qui écrivaient en se basant sur l'ennemi ne connaissaient pas la vérité. Il est possible qu'ils connaissaient la vérité, qu'ils savaient que ce qu'ils disaient était de l'ennemi mais que d'autre part, il y avait une réalité qu'ils connaissaient. Tu sais qu'il y a aussi des autorités qui ne tenaient pas compte de la vérité qu'ils connaissaient et qui penchaient du côté de l'ennemi. Bon, moi je vais surtout parler de notre opinion sur cette guerre, comment nous la considérons pendant les jours passés et comment nous pensons qu'elle va être dans les prochains jours. En commençant, tu as dit que nous avons dit beaucoup de choses sur cette guerre et que beaucoup d'entre elles se sont produites. A propos de cette question, il n'y a pas d'intelligence anormale que les journalistes de Kangura auraient utilisée. Mais un véritable journaliste, un journaliste qui se respecte et qui respecte sa profession . . . Avant de prendre ton stylo et d'écrire, tu dois d'abord aborder des gens expérimentés et ils te parlent du temps passé. Vous savez que la guerre des Inyenzi n'est pas seulement de 90. Elle a commencé en 59, 60. Quand donc tu peux approcher des gens... et ils existent qui sont âgés, qui ont vécu toutes ces périodes. Qui ont donc vu comment la guerre des Inyenzi s'est passée, comment ils ont attaqué et les signes annonciateurs. Après avoir acquis les conseils de ces vieilles personnes, tu essaies d'approcher les responsables de ce pays. . . Ceux que tu juges intègres. Eux aussi te donnent leur opinion. Alors toi également, tu fais ce qu'on appelle "analyse" sans partialité et tu essaies de projeter dans le futur pour voir comment sera la situation. A ce moment là, tu (inaudible). . . de telle sorte que . . . ce n'est pas de la prophétie. Par exemple, nous pouvons nous asseoir ici ensemble et je peux te dire: "Dans deux mois . . ."

Fin de la face A.

FACE B: B 0.5

N.H: . . . intègres, qui font leur travail tel qu'il leur a été donné. Ils te disent leur opinion et te disent quels sont les obstacles. Et toi aussi, dans une analyse journalistique . . . Quoi qu'il arrive tu vois comment seront les choses.

E.K: Sans t'interrompre, il y a des choses que tu as écrites et qui se sont réellement produites. Alors, certaines personnes se demandent: "Est-ce que cet homme était au courant de ces choses? Etait-il parmi les personnes qui ont préparé ça?" Que diriez-vous à cela?

N.H: Là, tu vois que les gens... Je dirais que plusieurs Rwandais n'étaient pas encore habitués au journalisme. Tu sais qu'autrefois les journaux. . . la presse locale. . . avant la parution des journaux publiés ici dans le pays. . . Tu sais que dans JEUNE AFRIQUE, il y avait un nommé

1.3 Béchir Ben Yahmed. Quand un président arrivait au pouvoir, il disait comment serait ce président dans 5 ans par exemple. Tu sais que cela s'est produit. . . Tu sais que c'est lui qui a dit le premier que Thomas Sankara mourrait, qu'il irait au pouvoir mais pas pour plus de trois ans. Donc, lui aussi avait ce genre de données dont je t'ai parlé. Pour que la question de Kangura puisse être comprise, on va commencer par la période d'avant le début de la guerre. Tu sais qu'en 88, c'est là. . . nous, nous écrivions dans Kanguka. Nous écrivions dans Kanguka. . . Tu sais que les gens pensent différemment maintenant par rapport à la façon dont ils pensaient alors. Nous voyions comment les gens pensaient. Quand nous écrivions, c'était avant la guerre. Au cours de la période approchant la guerre, c'est alors que ceux que j'appellerais "l'ennemi", Inyenzi Inkotanyi . . . Ceux là, les Rwigara, Kajeguhakwa, ont constaté que le journal indépendant qui était au Rwanda. . . si on regarde, les journalistes qui étaient indépendants. . . c'est nous qui avons fondé. . . C'est moi Ngeze Hassan et Rwabukwisi Vincent qui avons fondé un journal indépendant. Vous voyez, par exemple Kinyamateka, c'est un journal des prêtres . . . Kinyamateka et Imvaho, qui est du gouvernement et Dialogue. . . C'est nous et un journal nommé Rafiki, c'est nous qui avons été les premiers à prendre la plume en 86, tu vois qu'il y a déjà presque 8 ans que nous sommes dans la presse privée. Tu comprends que c'est un métier dans lequel nous avons de l'expérience, nous connaissons ses bons côtés et toutes ses difficultés. C'est alors que l'ennemi a voulu utiliser ce journal Kangura qui était indépendant pour intoxiquer les gens, pour faire passer ce qu'il souhaitait faire passer dans ce journal. Après les avoir percés à jour, j'ai compris que je ne pouvais pas trahir le pays, que je ne pouvais pas aider ceux là avec qui je travaillais à trahir le pays, en les aidant à publier leurs idées. C'est alors qu'est né le journal nommé Kangura. Donc, Kanguka et Kangura se séparèrent. Les gens n'ont pas compris cela facilement parce que nous sommes sortis, tu te souviens que dans le premier numéro que nous avons sorti, nous disions que le Rwanda était sur le point d'être attaqué. "D'où avons-nous tiré cela?" N'est-ce pas là le sens de ta question? Nous, nous avons considéré les préparatifs que faisaient les Tutsis, nous avons aussi considéré comment les autorités dormaient. Certaines autorités d'ici étaient endormies. A cause de quoi? Elles étaient endormies par l'argent. . . Par exemple Rwigara pouvait prendre un responsable tel -Excusez-moi, je ne mentionnerai pas de noms- et dire: "Pour aveugler un tel responsable pour qu'il ne voie pas ce que nous ferons, associons-le dans une société que nous voulons fonder." Et ils lui disaient: "Tu n'arriveras à rien avec ton salaire. Nous voulons fonder une société. Nous allons te prêter 20 millions qui constitueront tes actions dans une société telle." Et ce faisant, ils auraient aveuglé ce responsable en sorte qu'il voit seulement les intérêts de "son ventre" et non pas les intérêts du pays. Tu comprends quelle était alors la situation. Alors, ces choses, nous. . . J'ai rencontré plusieurs fois Kajeguhakwa là bas dans sa maison à Kicukiro et j'ai écouté ses idées. Nous avons aussi rencontré d'autres Hutus, ceux là dont Bikindi a dit qu'ils étaient des Hutus à "gros ventres" et nous avons vu quelles étaient leurs idées. Nous avons aussi considéré les préparatifs qui se faisaient, surtout à l'intérieur du pays. Nous avons considéré comment les Tutsis d'ici au Rwanda envoyaient des enfants chez les Inyenzi à l'extérieur. Nous avons considéré le fait que les responsables de l'intérieur du pays étaient au courant de ça. Nous n'avons rien dit que les responsables ne connaissaient pas. Les responsables étaient au courant de toutes ces choses qui se faisaient à l'intérieur du pays mais à cause de ce piège que leur avait tendu l'ennemi qui les faisait considérer les intérêts de leur ventre seulement, ils ne considéraient pas les intérêts du pays, ce que leur montrait la révolution de 59, ce qu'elle leur enseignait, ce qu'elle leur

4.7 avait laissé pour héritage. Alors, nous, nous avons jugé que nous ne pouvions pas tomber dans ce piège de ces gens qui travaillaient pour leur ventre. C'est alors que j'ai essayé d'approcher. . . Ce n'est pas moi seul Ngeze. . . J'ai essayé d'approcher des gens qui sont sur la même longueur d'ondes que moi-même, diverses personnes qui elles aussi étaient d'avis qu'elles devaient défendre la souveraineté de leur pays. . . Je leur ai dit quelle était mon opinion, et eux aussi m'ont dit comment ils voyaient les choses. C'est alors que nous avons fait des analyses et avons constaté qu'une guerre était sur le point d'éclater au Rwanda. Tu m'as bien compris sur ce point. C'est alors que nous avons écrit, disant qu'une guerre allait éclater au Rwanda, déclenchée par les Inyenzi Inkotanyi. C'était la première fois. . .

E.K: Vous les connaissiez?

N.H: Oui, nous les connaissions. Nous venions de bien les connaître, comment ils allaient attaquer et qui allait les soutenir. D'où sont venues les difficultés? La difficulté c'est que le gouvernement rwandais ne voulait pas que nous disions que les Tutsis de l'intérieur du pays soutiendraient ces Inyenzi. Le gouvernement rwandais ne voulait pas que nous parlions des Tutsis qui étaient importants. Tu sais que Kangura est sorti parlant de Rwigara, Kajeguhakwa. Tu sais quelle était la position de ces gens dans ce pays. Ce numéro est sorti, parlant de la guerre. Beaucoup de Rwandais ne s'y attendaient pas. Même les soldats de rang inférieur ont été surpris d'entendre qu'il y avait un journal qui avait écrit qu'une guerre allait avoir lieu au Rwanda, alors qu'eux n'étaient pas au courant. Tu sais que c'est à ce moment là que nous avons publié les deuxième et troisième numéros et avons été mis en prison. Ces choses ne s'étaient pas encore produites. La vérité de Kangura ne s'était pas encore produite. Elle s'est révélée par après. . . Nous avons été arrêtés et traduits en justice. On m'a condamné pour 20 ans. La guerre a éclaté. Quand le Président de la République est revenu de l'étranger pour le Rwanda, il y a eu une conférence de presse à laquelle assistaient même des journalistes étrangers. . . Les journalistes ont demandé. . . je me souviens d'un journaliste qui travaillait ici à l'ORINFOR qui a demandé au Président de la République: " Il y a des journalistes qui ont été emprisonnés pour avoir dit que la guerre allait éclater et qui ont été condamnés. N'y a-t-il pas moyen d'amnistier ces journalistes et de les libérer?" C'est grâce à cette conférence de presse que le Président de la République a demandé au ministre de la justice qui était alors en place qu'on m'amnistie. Donc, on m'a accordé une amnistie spéciale. On m'a donc accordé une amnistie individuelle et j'ai ainsi été libéré de la prison. Tu comprends que la première chose que Kangura avait dit venait de se produire. Il n'y a pas eu de prophétie et cela ne veut pas dire que nous collaborions avec l'ennemi, c'est plutôt que. . . Je t'ai dit qu'un journaliste qui se respecte pénètre dans tous les milieux pour savoir comment sera ce qu'il va publier. Si maintenant nous pouvions connaître les nouvelles de Mulindi, si nous pouvions savoir tous les endroits où se trouvent les Inyenzi, si nous pouvions avoir de leurs nouvelles, si nous pouvions y envoyer des gens pour qu'ils nous apportent leurs nouvelles, c'est de cela dont nous avons besoin. Et c'est ainsi qu'un journaliste dont la masse attend ce qui concerne son métier devrait travailler. Après avoir été libérés, qu'est-ce que nous avons fait? Ça c'est la deuxième phase. Après avoir été libérés, nous venions de trouver le moyen de publier ces complices qui collaboraient avec l'ennemi. Tu sais qu'il y a eu ce qu'on a appelé "montrer du doigt." Nous avons essayé de montrer beaucoup de responsables qui collaboraient avec l'ennemi.

7.5 Tu te souviens de cela. . . Jusqu'au moment où le pouvoir en place a aussi accepté que ce que disait Kangura était la vérité. Tu sais qu'il y a beaucoup de responsables sur lesquels nous avons écrit. Ça ne veut pas dire que Kangura est la Bible. Nous pouvons par exemple écrire dix choses, dont certaines sont vraies. Par exemple sept ou huit peuvent être justes, en utilisant ce processus dont je t'ai parlé au début de cet interview. Nous avons parlé des complices à outrance. Nous avons parlé des complices tout en donnant les preuves. . . . Nous avons parlé des différentes étapes de la guerre. . . . Tu sais que la plupart des gens dont nous avons parlé ont été arrêtés. Quand le gouvernement les contrôlait, il voyait que ce que nous avons dit était vrai. Il est vrai qu'il y en a à propos desquels nous nous sommes trompé. Il y en a à propos de qui nous nous sommes trompé parce que. . . . Tu sais, dans le journalisme, tu peux te tromper. Tu peux avoir peu de données, peut-être aussi peu de temps et te tromper sur quelqu'un qui peut être arrêté et emprisonné injustement. Nous avons continué à écrire sur les complices, même parmi les responsables. Tu sais qu'il y a beaucoup de responsables dont nous avons parlé et qui ont été destitués. Cela ne veut pas dire que c'est nous qui avons destitué les responsables. Mais les institutions compétentes le savaient aussi mais jugeaient que c'était trop du moment que la population venait à le savoir aussi. Alors ces institutions jugeaient que ces responsables ne pouvaient plus rester en place avec des preuves aussi éclatantes, comme celles qu'elles avaient dans leurs bureaux. Cela ne veut pas dire que Kangura faisait agir l'autorité, c'est plutôt que Kangura était parvenu à connaître la façon dont ces responsables travaillaient. Et alors, le pouvoir qui était encore consistant, jugeait que ce n'était pas ces gens là qui devaient représenter le peuple. Ces gens aussi étaient destitués. Ça c'est le second signe dont je peux dire qu'il s'est produit. La guerre a évolué, tu sais que le multipartisme a été instauré. Les partis sont nés. Quand les partis sont nés, c'était avant l'existence des journaux. Ces autres journaux qui sont arrivés, ils sont arrivés après Kangura. Quand les partis sont nés, nous avons eu la chance de les suivre de près parce qu'ils sont nés sous nos yeux. Nous avons considéré comment était né le MDR et ce que la masse en attendait. Tu sais que nous avons été les premiers à dire qu'au sein du MDR, Twagiramungu était un Inyenzi Inkotanyi. Nous avons beaucoup parlé de cela et nous avons même été emprisonnés à cause de ça. Nous donnions même des preuves mais comme disent les Rwandais: "Les oreilles contenant la mort n'entendent pas." (Traduction littérale d'un proverbe rwandais signifiant qu'une personne en grand danger n'écoute aucun avertissement.) Ce que nous avons dit a été compris par après. Ce que nous avons dit à propos du MDR a été compris ces derniers temps. Je dirais que ça aussi c'est un autre signe de ce que Kangura a écrit. Etienne, tu as beaucoup suivi les articles de Kangura. Tu sais que c'est nous qui avons dit que des Inyenzi se cachaient au sein du Parti Libéral, que c'est un parti des Inyenzi. C'était même avant sa naissance, presque une semaine avant. Nous avons pu savoir que le FPR voulait s'organiser pour tenter d'infiltrer le parti qui allait naître. Mugenzi et Mbonampeka avaient fondé un parti. En fondant ce parti, ils ne savaient pas que les Inyenzi l'utiliseraient beaucoup. Ils ne le savaient pas à cause de la situation d'alors. Donc, ils ont continué à penser qu'ils étaient dans l'opposition, qu'ils apportaient la notion de libéralisme qui devait aller au sein de l'opposition, la notion de liberté. C'est alors que les Tutsis furent nombreux à adhérer à ce parti. Alors là tu comprends que. . . . Un parti politique est comme un magasin, il a besoin d'adhérents. Donc, Mugenzi et ses camarades voulaient que leur parti ait beaucoup de membres qui voteraient pour eux pendant les élections. C'est ainsi qu'ils pensaient. Mais nous, nous voyions qu'au sein de leur parti il y avait deux tendances: celle qu'ils souhaitaient et une

10.9 autre tendance des Inyenzi Inkotanyi qui voulaient avoir une pépinière d'où ils tireraient des jeunes à envoyer chez les Inyenzi Inkotanyi. Tu sais que nous avons dit cela pendant très longtemps. Nous l'avons dit et même beaucoup crié jusqu'au moment où nous avons montré le rôle du FPR au sein du Parti Libéral. En ce temps là, nous n'avions pas les mêmes opinions que Mugenzi et ses camarades. Mais ces derniers jours, tu as vu que ce que nous disions à propos du Parti Libéral s'est produit, tu sais que nous avons toujours dit que quoi qu'il arrive, Mugenzi finirait bien par voir où est la vérité, Mbonampeka finirait par voir où est la vérité et qu'ils viendraient collaborer avec nous dans la lutte pour la souveraineté de la République. Cela s'est produit. Cela aussi est un autre signe de Kangura qui a été révélé. Donc, la façon dont nous voyions les partis, comment nous prévoyions la situation future des partis, c'est aussi ainsi que ça c'est passé.

E.K: Tu as dit que vous analysiez et que vous voyiez comment la guerre allait éclater et comment elle pourrait s'aggraver... Auriez-vous aussi analysé pourquoi la guerre a continué au Rwanda jusqu'à l'heure actuelle?

N.H: Nous avons beaucoup analysé cette question. Je pourrais même dire qu'elle est une de celles que nous maîtrisons mieux que les autres. Quand la guerre a commencé, nous étions dans une phase où nous avons les mêmes idées. Je peux te donner un exemple. Tu te souviens quand on a dit que Rwigema était mort. Tous les Rwandais, dans tous les coins du Rwanda, les Hutus, les Twas, les Tutsis, se sont levés en même temps et ont montré à l'ennemi qu'il ne pourra jamais prendre le Rwanda aussi longtemps qu'ils resteront unis. Mais les partis qui se dénomment "d'opposition". . . Leurs chefs, après avoir pris parti pour les Inkotanyi. . . Je parle surtout de ces accords qui ont été signés entre le MDR, le PL, le PSD et le FPR à Bruxelles. Ce sont eux qui nous ont causé ces problèmes dans lesquels nous nous débattons toujours. Donc après avoir constaté qu'ils ne pourront pas s'emparer de nous tant que nous restons unis, les Inkotanyi sont passés par les Twagiramungu en utilisant ces accords de Bruxelles de totale collaboration. Je t'ai dit que. . . Excuse-moi, je ne vais pas mentionner les noms parce que les Rwandais ont connu suffisamment ceux qui les ont trahis. Je ne devrais pas alors le répéter et dire: "Tel a trahi." Parce qu'il peut y avoir des gens qui ont trahi et qui par après sont revenus dans le droit chemin. Alors, il n'y a pas moyen de dénigrer quelqu'un qui a trahi mais qui est revenu. Il n'est donc nul besoin de mentionner des noms. Voyons plutôt comment cela s'est passé et comment ce sera dans le futur. Alors, quand cela s'est passé, le FPR a senti qu'il venait d'acquérir de la force. Beaucoup de force a été prêtée au FPR qui après avoir vu que des partis d'opposition, qui se qualifient "d'opposition" et qui sont importants. . . Tu sais que le MDR est un parti important. . . des partis importants qui venaient d'accepter qu'ils collaboreraient avec le FPR dans tous les domaines. Cela a constitué une force aux yeux des étrangers. . . La communauté internationale disait: "Le FPR est quand même quelque chose que nous devrions soutenir. Si même les partis de l'intérieur du pays acceptent de collaborer avec lui, c'est qu'ils voient que le FPR combat pour une juste cause." Nous avons eu beaucoup de difficultés à cause de ça. Et je dirais aussi que les responsables qui sont restés ici ont eu une défaillance parce qu'eux aussi ne se sont pas levés pour aller parler à la communauté internationale de la trahison de ces partis. Donc, la raison pour laquelle ces partis allaient collaborer avec l'ennemi. Tu sais que cela n'a jamais été fait mais nous,

13.8 nous avons continué à le crier dans la presse. Et alors, tu sais que c'est à ce moment là que Byumba et Ruhengeri ont été pris. Tu sais que nous avons passé presque une année et demie en combattant sur la frontière. Même si le FPR utilisait les soldats de la NRA, l'unité de la population à l'intérieur du pays, l'unité que nous utilisons. . . tu voyais que la guerre se déroulait là bas à la frontière. C'est aussi ça qui a conduit à ces accords nommés accords d'Arusha. Ces accords dits d'Arusha ont été mis en place et après cela, ils ont commencé . . . Alors, il y avait ce qu'on appelait la mouvance présidentielle, je dirais que c'était le pouvoir proche du Président de la République. . . C'était le seul qui voyait que le pays était assiégé. Même le peuple membre de ces partis. . . le peuple membre du MDR, PSD. . . Je parle des Hutus, de la majorité des Hutus. . . Eux aussi ils voyaient cela. Ils voyaient que leur pays était assiégé mais ils ne pouvaient avoir un moyen de s'exprimer parce que leurs hauts dirigeants qu'ils avaient eux-mêmes élus les avaient trahis en allant signer avec ces Inyenzi. Tu te rappelles quand on nous disait que les Inyenzi étaient nos frères. . . par force, sans d'abord nous demander ce que nous en pensions. Tu vois, nous sommes ici dans le studio de Radio Rwanda. Tu te souviens de l'émission que Radio Rwanda a fait faire en parcourant tous les coins du Rwanda, cherchant des idées à envoyer à Arusha. Tu sais que les chefs de ces partis n'ont laissé les idées données par cette population aller nulle part. Elles sont restées au sein de votre radio parce que personne ne parlait pour le peuple en ce temps là. Les choses ont continué. . . Au fur et à mesure que les choses se gâtaient, nous, nous le voyions. Je dirais que nous avons une banque de données. Donc, nous gardons toutes les erreurs commises et qui nous ont apporté tous ces problèmes, et à propos desquelles tu m'as posé une question. Les choses ont continué ainsi et nous avons commencé avec les accords d'Arusha. Quand nous avons commencé avec les accords d'Arusha, l'ennemi avait 5/10 et son complice avait 4/10. Tu comprends que c'était 9. Déjà, l'ennemi avait 9 pendant les négociations. Cela veut dire que c'est l'ennemi qui se posait des questions et qui se donnait les réponses. Il demandait à lui-même des choses et il se les donnait lui-même par après. C'était ainsi à Arusha. Bon, alors. . . Mais tu comprends qu'il restait 1. Nous ne dirions pas que c'est l'ennemi seul qui était là parce que si c'était seulement l'ennemi, le FPR serait allé à Arusha, aurait écrit et signé un papier. Il y avait quand même 1 qui nous représentait et grâce auquel nous exprimions notre désaccord. Tu sais qu'à l'intérieur du pays on a toujours été contre les accords d'Arusha. Nous avons dit: "Toi le FPR, tu es venu en attaquant le pays." Tu connais les accords de Bagdolite. . . D'ailleurs, dire que le FPR a eu 40%, 60% à Arusha . . . Ce sont ces Hutus aux gros ventres de l'intérieur du pays qui lui ont offert cela. Parce que pour le FPR. . . Si on avait envoyé la mouvance de la République, du pouvoir de l'intérieur du pays . . . Je ne veux pas parler du gouvernement. Parce que quand tu parles du pouvoir, il ne s'agit pas de tout le pouvoir. Parce que tu peux trouver un ministre complice des Inkotanyi, alors que ses proches collaborateurs savent où se situe le problème. Si nous avons négocié avec le FPR, étant la mouvance de la République du Rwanda avec le FPR, je te dis que le FPR n'aurait pas pu refuser même si on lui avait donné 5%. Parce que la communauté internationale connaissait aussi la force du FPR et d'où il tirait cette force. Nous avons continué à protester contre cela. Le Président de la République a expliqué ça ainsi que les difficultés s'y rattachant. Tu te souviens, au cours du meeting de Ruhengeri, le Président de la République a dit: " Si ces accords ne sont pas bien étudiés, ils seront comme du papier." S'ils ne sont pas bien étudiés. . . Que voulait-il dire par là? Tu sais, les présidents sont des gens de haut niveau, c'est comme quelqu'un qui est sur le sommet d'une montagne et qui regarde dans la

17.4 plaine. Le président de la République voit des choses que nous, nous ne voyons pas. A cause de nombreuses données qu'il possède, tu comprends qu'il voit des choses que nous ne voyons pas. Le Président de la République s'est assis et a constaté que ces accords nous apporteraient encore plus de malheurs. Lui, il voyait cela et le disait souvent. La raison pour laquelle il le disait n'est autre que celle dont je t'ai parlé, que c'est l'ennemi qui est allé à Arusha avec des gens qu'il avait achetés. Il les a amenés à Arusha pour négocier. Nous avons suffisamment protesté contre les accords d'Arusha, nous avons manifesté contre, nous avons fait tout ce qui est permis par la démocratie pour dire que ces accords avaient été mal étudiés. Un exemple tangible: tu te souviens du nommé Ngurinzira, ce porte-parole. Le Président de la République l'a appelé pour lui demander de lui expliquer comment ces accords étaient préparés à Arusha. Tu te souviens de l'insolence avec laquelle Ngurinzira a dit: "Si le Président de la République a besoin de ces accords, qu'il vienne me voir à Arusha." Même un paysan analphabète a été choqué par cela. Entendre le chef de l'Etat dont nous savions qu'il nous représentait, qui nous représentait. . . C'est lui qui nous représentait dans toutes les institutions internationales, c'est même lui qui cherchait pour nous les armes que nous utilisions pour nous battre! Tu sais que c'est lui qui déclare la guerre et qui l'arrête. C'est lui qui faisait tout cela pour nous. Après que Ngurinzira eût dit cela, je pense que c'est à ce moment là que chacun a vu qu'il y avait de sérieux stratagèmes dans ces accords. Tu sais tout cela, comment cela a été fait, l'évolution qu'il y a eu . . . Donc, la raison . . . Tu m'as demandé pour quelle raison la guerre a duré jusque maintenant alors que nous étions forts en commençant. La raison pour laquelle la guerre a duré jusque maintenant, c'est que l'ennemi a eu assez de temps pour acquérir de la force qu'il pouvait exhiber aux yeux de la communauté internationale. Mais notre armée a continué à faire montre de courage. Je dirais que notre armée n'a pas collaboré avec ce gouvernement, parce qu'elle a continué à défendre son pays. Parce que normalement, la tâche du soldat, c'est de se battre, de défendre le pays. S'il ne se battait pas pour défendre le pays, il ne serait plus un soldat. Il quitterait alors l'armée pour être comme nous, un civil. Quelle que soit la situation, un soldat doit défendre son pays. C'est comme cela que la guerre s'est aggravée à cause de nos responsables qui ont continué à collaborer avec celui qui nous attaquait.

E.K: Il y a des choses que tu as écrites, je le répète une fois de plus. . . Il y a par exemple un numéro de Kangura que j'ai vu, je ne me souviens pas de quel numéro il s'agit mais tu écrivais: "Habyarimana mourra au mois de mars de cette année." Alors les gens se demandent: "Est-ce que ce garçon a prophétisé cela? D'où a-t-il tiré ça?" Je voudrais que pendant que nous sommes ici ensemble dans le studio, tu nous expliques pourquoi tu as écrit cela.

N.H: Bon, cette question est . . . C'est vrai, beaucoup de Rwandais et même des étrangers. . . Par exemple, il y a un blanc nommé Philippe Reyjens qui nous a téléphoné dernièrement en nous demandant de lui faire une analyse sur quelque chose parce qu'il avait entendu dire que les analyses que nous faisons se réalisent. Tu sais que ce n'est pas la première fois que nous disons quelque chose et que cela se produit. Donc, ce n'est pas la première chose. Parmi les choses qu'on a écrites, la plupart se sont réalisées. Nous, nous avons regardé les astuces. . . C'est vrai, nous avons un don. Au sein de Kangura, nous avons un don. Tu sais, il y a des journaux qui parlent des choses déjà passées. Il y a aussi un journal qui parle des choses qui sont en train de se

20.5 passer. Il y a aussi un journal qui parle surtout des choses qui arriveront. Nous, nous avons pris comme ligne directrice de parler surtout des choses qui se produiront. Je t'ai dit quel est le processus que nous utilisons pour parler des choses qui arriveront. Nous nous servons des personnes expérimentées, de personnes qui savent certaines choses mieux que nous et de notre analyse. De cette façon, ce que nous disons se produit souvent. Nous pouvons en être contents aussi. . . Il est vrai qu'on dit que personne ne s'apprécie soi-même, qu'on est apprécié par d'autres. Mais nous aussi pouvons être heureux du fait que ce que nous disons se produit. Plutôt le problème, c'est que ceux à qui nous nous adressons comprennent trop tard. Si ce que nous disions était compris, non pas trop tard. . . Parce que tu vois, si toutes les choses que Kangura a dites et écrites avaient été prises au sérieux, nous aurions été encore plus contents. Tu ne peux pas te réjouir d'être un prophète des malheurs. Oui, tu ne peux pas le refuser parce que tu en es un. Mais quand même quand tu parles et que ce que tu dis est compris et pris au sérieux, tu es encore plus content. Alors, prenons ce point là, même si c'est un point qui demande de l'analyse. Nous, en décembre, nous avons regardé les astuces du FPR. Et nous avons dit: "le FPR a déclenché les combats en disant qu'il veut apporter la démocratie au Rwanda." Et il a trouvé la démocratie déjà établie. Quand tu parles de démocratie, tu parles de la liberté de la presse, de la naissance des partis politiques, des droits de tout un chacun. Habyarimana nous avait donné cela. Les accords d'Arusha ont été préparés. Et on a dit que Habyarimana ne les signera pas. Habyarimana est parti les signer. Tu te rappelles qu'il a signé les accords. On parla de l'instauration des institutions de transition. Tu sais qu'on a dit que ce sont les partis existant au moment de la signature de cette transition qui feront partie du gouvernement ou du parlement. Cela a été signé et c'est cela qui a causé tout cela. Le FPR. . . Parce que le FPR. . . Pour moi, je sais que le FPR est un groupe de Tutsis et qui cherche à prendre le pouvoir par la force. Chacun a le droit de le considérer dans le langage qu'il comprend. Un politicien a sa façon de définir le FPR. Un journaliste comme toi a sa façon de le définir. Mais moi, tel que je l'ai considéré, tel que je le connais parce que je l'ai analysé davantage. . . Alors, tu sais comment on invitait pour la prestation de serment. . . Le président de la République y allait mais eux n'y allaient pas. Il y allait mais ils n'y allaient pas. Tout était préparé et mis au point mais on ne prêtait pas serment. Nous, nous avons trouvé qu'il y avait beaucoup de choses derrière cela. Nous avons considéré la complicité qu'il y avait entre le Premier ministre Agathe et Kavaruganda dont on avait fait une idole. Tu te souviens qu'à ce moment là on disait que quand le Président de la République n'est pas là ou quand il est empêché, que c'est Kavaruganda le président de la cour constitutionnelle qui doit faire prêter serment. Toi aussi, tu as suivi cela. Et alors, nous avons cherché à savoir quel était le piège qu'on voulait tendre et nous avons constaté qu'ils voulaient le tendre au président de la République. Mais tendre un piège au président de la République. . . Ce n'est pas lui que le FPR voulait. Même si c'était le président de la République que les partis de l'intérieur voulaient, ce n'est pas lui que le FPR voulait. Le FPR considérait Habyarimana comme étant le roi des Hutus, que c'était lui le bouclier des Hutus, que si Habyarimana mourrait, aucun autre Hutu ne se leverait pour élever la voix. C'est ainsi que le FPR pensait. Mais le FPR a caché cela même aux partis de l'intérieur. Il leur disait: "Aidez-nous seulement à combattre Habyarimana, c'est lui l'obstacle." Et les partis pensaient qu'ils allaient combattre Habyarimana et lui ravir le pouvoir. Attaquer Habyarimana, c'est lui prendre le pouvoir. Mais le FPR lui, disait: "Il faut lui ravir le pouvoir mais aussi ne pas le laisser vivre parce que prendre le pouvoir au nommé Habyarimana et le laisser en

24.1 vie serait inutile car ce pouvoir serait toujours là.” Il arrive que la présence d’une personne dérange tout l’entourage. C’est alors que nous avons commencé. . . Après avoir vu la prestation de serment rater trois fois, nous avons commencé à analyser ce qui se cachait derrière. Une fois, il y a eu deux semaines durant lesquelles l’intérieur du pays était calme, l’opposition ne disait rien, la mouvance présidentielle ne disait rien. Personne ne parlait, et on ne pouvait pas savoir qui gouvernait le pays. Quand nous avons fait une analyse, nous avons trouvé qu’un plan avait été préparé. Nous avons d’abord créé des complices à la MINUAR, nous y avons envoyé nos complices pour nous rendre compte de la situation. Nous avons considéré les préparatifs que faisaient les Belges et considéré comment les Belges commençaient à diverger d’avec Dallaire à cause de leurs activités contraires à leur mission. Nous avons considéré comment le FPR se préparait. Tu sais que nous disions que le FPR envoyait des Inyenzi chaque jour. Ils allaient à Mulindi pour aller chercher du bois de chauffage et ils revenaient avec des Inyenzi, de telle sorte qu’ils avaient beaucoup d’Inyenzi ici. Nous avons considéré le fait qu’aucun responsable ne parlait de ça. Il y avait alors une visite que le président de la République prévoyait de faire, pour l’enterrement de ce vieux de la Côte d’Ivoire. Nous avons pensé que nous étions bien insignifiants pour dire au président de la République de ne pas aller en Côte d’Ivoire. C’est alors que nous avons écrit un document qui est sorti sur les ondes de la RTLM et nous avons même donné une copie à Radio Rwanda. Nous avons aussi donné une copie au président de la République. Il l’a même reçu chez lui, je m’en souviens. Nous lui disions qu’il devrait ne pas faire cette visite en Côte d’Ivoire et mandater quelqu’un d’autre dans l’intérêt du pays, dans l’intérêt de la majorité populaire. Parce qu’au cours de cette visite, quels étaient les plans faits? Si le président de la République avait quitté le sol rwandais pour aller en Côte d’Ivoire, ce groupe là dirigé par Twagiramungu se serait réuni dans le bâtiment de la MINUAR devant Kavaruganda et ils auraient fait prêter serment à leurs députés, auraient mis en place les institutions de transition. Alors, nous qui luttons pour la souveraineté de la République, nous aurions pris cela pour une trop grande insolence et nous nous serions levés pour aller combattre ce groupe là qui se serait lui-même institué. Après l’avoir combattu, la guerre serait ainsi déclenchée et la MINUAR se serait mis du côté de ces institutions dont je dirais qu’elle-même aurait mis en place. Après le début de la guerre, le Président de la République serait revenu à l’intérieur du pays. Quand il serait venu, ils auraient pu tirer sur lui . . . On aurait pu tirer sur lui à l’aéroport parce que c’est le seul endroit par où il pouvait passer. C’est ainsi que nous voyions les choses. Alors, nous l’aurions perdu. S’il ne revenait pas et restait à l’étranger, ils auraient dit qu’il avait fui. Ils auraient inventé diverses choses à son actif disant qu’il a fui son pays. On lui aurait aussi attribué la responsabilité des troubles de l’intérieur du pays. Après avoir rédigé ce document, nous l’avons éparpillé à plusieurs niveaux, nous l’avons donné aux évêques et aux prêtres en leur disant: “S’il vous plaît, dites au président de la République que telle est la situation.” Nous avons eu de la chance, le président de la République. . . Je ne dirais pas qu’il nous a obéi, peut-être bien que lui aussi pensait de la même façon. . . Alors, il n’est pas allé en Côte d’Ivoire et il a envoyé je crois le Président de l’Assemblée, l’actuel président de la République pour le représenter dans ces cérémonies. Nous, nous avons dit: “A Kangura, nous sommes vraiment contents parce que pour une fois nous avons dit quelque chose de mauvais qui devait arriver et on l’a su avant et on ne l’a pas fait, et ainsi, la paix a régné au Rwanda.” Cela a continué et alors, nous avons considéré ce silence dont je te parlais, ce froid qui régnait en politique. . . Nous fîmes des analyses et nous concluâmes que

27.4 jamais le FPR n'accepterait de prêter serment parce que s'il avait prêté serment. . . Tu vois, lors de la signature des accords d'Arusha, les partis politiques étaient toujours encerclés par l'ennemi. Je mentionnerais le MDR, le PSD et le PL. Ils étaient toujours encerclés par l'ennemi. C'est quand ils sont revenus d'Arusha que des scissions sont apparues dans les partis. Il y avait une partie partisane des Inkotanyi et une autre partisane de la République. Et alors les Inkotanyi ont dit: "Nous nous sommes battus pour rien. La force que nous avons à Arusha n'est pas celle que nous avons maintenant. C'est à dire que nous ne ferons pas passer de loi dans le gouvernement ou dans le Conseil National pour le Développement." Et alors, ils dirent: "Nous ne pouvons agir autrement, nous ne pouvons pas faire parti d'un pouvoir au sein duquel nous n'aurons pas d'influence." Tu sais que les Inkotanyi pensaient: "Si nous avons de l'influence au sein du Conseil National pour Développement, nous voterons une loi pour emprisonner tous ceux qui nous gênent, une loi pour payer toutes les dettes que nous avons contractées à l'étranger pour attaquer le Rwanda, toutes les lois qui nous seront favorables." Ils voyaient alors qu'ils n'arriveraient pas à tout ça. C'est alors que moi . . . Je dis qu'il y a des pays des blancs qui se sont beaucoup mêlés à cela et pris le parti du FPR. Il y a des blancs qui ont vendu au FPR des armes à crédit. Ils disaient: "Si le FPR acquiert de l'influence au sein du Conseil National pour le Développement, il nous payera ces dettes qu'il a contractées. Mais si le FPR perd cette influence, nous perdrons parce que nous ne les ferons pas revenir et leur dire de nous payer cet argent alors que ce n'est pas prévu dans les accords d'Arusha." Parce que dans les accords d'Arusha, il n'est dit nulle part: "Les deux belligérants payeront l'argent utilisé durant la guerre avec tel ou tel argent." Cela n'est prévu nulle part. Le FPR pensait qu'il payerait cet argent et donnerait un cadeau à Museveni qui les a aidés grâce à une loi qu'ils voteraient au Conseil National pour le Développement. Après avoir constaté que cela n'était pas possible, le FPR a alors commencé ces astuces en refusant cette prestation de serment. Tout en refusant cette prestation de serment, le FPR faisait tout son possible pour tuer le Président de la République. C'est alors que nous avons découvert cela avant et nous avons fait des analyses et nous avons trouvé qu'il n'y avait personne d'autre dont la mort pouvait être utile au FPR. Bucyana est mort, c'est à dire le parti de la masse populaire. Les gens s'effrayèrent et crurent que le pays allait être à feu et à sang . . . Les dirigeants du parti. . . Vous savez que moi aussi je fais partie du comité exécutif du parti CDR. . . Nous nous sommes réunis et décidé que nous devons demander à nos membres d'être prudents pour ne pas tomber dans le piège tendu par le FPR. Quel était ce piège? C'était celui de ces troubles. Le FPR voulait nous précipiter dans ces troubles, il voulait que les combats reprennent tel qu'ils l'avaient planifié lorsque le président de la République devait aller en Côte d'Ivoire. Nous avons dit cela suffisamment, que ce soit à la radio ou à la télévision, que nos gens devaient être calmes. Les gens nous ont vraiment obéi et ont été calmes. Tu sais que Gatabazi aussi venait de mourir. Alors, le FPR dit: "Puisque Bucyana est mort et qu'il n'y a pas eu de troubles, puisque Gatabazi est mort et qu'il n'y a pas eu de troubles, nous pouvons maintenant aussi tuer Habyarimana et alors, les autorités en place convoqueraient cette réunion et nous mettrions en place ce gouvernement que nous désirons." Voilà quels étaient les calculs du FPR. Monsieur Etienne, je te dis qu'il y a là trois points: le FPR a été surpris par cette guerre. Le FPR aussi a été surpris par cette guerre, lui non plus ne savait pas que la guerre serait comme ça. Le FPR pensait qu'il allait tuer Habyarimana. Après, les institutions de transition auraient été tout de suite mises en place. Et ils auraient demandé au MRND: "Nous pouvons nous passer de Habyarimana, donnez-nous un autre membre

30.8 qui peut être Président de la République.” Tu sais que c’était un président de la République sans pouvoir, à qui on avait enlevé tout le pouvoir. C’est ainsi que le FPR le voyait. Ses autres complices aussi le pensaient ainsi. Ils pensaient qu’après la mort du président de la République, il n’y aurait plus d’obstacles, que nous les petites gens allions nous taire et qu’ils mettraient en place les institutions de transition. C’est alors que nous, nous avons considéré tout cela et nous avons écrit que le président de la République pouvait mourir fin mars ou début avril. Pourquoi l’avons-nous fixé à cette période? Nous avons considéré comment se succédaient les différentes phases. Tu sais qu’il y a eu des délégations qui sont venues de l’étranger, il y a eu des blancs. . .

Fin de la cassette.